

5052171612

6200

(1940-45)

Renseignements à fournir pour la préparation du budget de l'Etat.-

- Exercice 1941 -

Éche du M.T.P. à la S.N.C.F.  
tre S.N.C.F. au M.T.P.

13. 4.40  
19. 4.40

- Exercice 1942 -

Éche du M.T.P. à la S.N.C.F.  
tre S.N.C.F. au M.T.P.

14. 7.41  
25. 7.41

- Exercice 1943 -

Éche du M.T.P. à la S.N.C.F.  
tre S.N.C.F. au M.T.P.

23. 5.42  
8. 6.42

- Exercice 1944 -

Éche MTP à la SNCF  
tre SNCF au MTP

13. 6.43  
21. 6.43

- Exercice 1945 -

Éche du MTP à la SNCF  
tre SNCF au MTP

2. 5.44 *manque*  
15. 6.44

- Exercice 1946 -

Éche du MTP à SNCF  
tre SNCF au MTP

24. 4.45 *manque*  
7. 6.45

6200

Renseignements à fournir  
pour la préparation du budget  
de l'Etat

Dépêche du M.T.P. à la SNCF 24. 4.45  
Lettre S.N.C.F. ay M.T.P. 7. 6.45

6200

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

Le Président du Conseil  
d'Administration

Paris, le 7 juin 1945

641-12

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par dépêche en date du 24 avril (Direction des chemins de fer, 1er Bureau), vous avez bien voulu me demander divers renseignements en vue de la préparation du projet de budget de l'Etat de 1946.

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien trouver ci-après, les réponses aux questions ainsi posées.

1°) Dépenses d'études et travaux à rembourser, le cas échéant, en capital par l'Etat.

Néant, si l'on fait abstraction des dépenses de lignes nouvelles incombant à l'Etat, dépenses dont le principal s'élèvera sans doute à 32 M. en 1946 (Nantes et Monreplane).

2°) Sommes à payer par l'Etat, du 1er janvier au 31 décembre 1946, au titre :

a) de l'indemnité compensatrice allouée en vertu de la loi du 3 août 1927 aux agents et ouvriers de chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et de l'Est ..... néant

Cette indemnité a été supprimée à la date du 1er février 1945 (circulaire du Ministre des Finances du 15 mars 1945);

b) des rentes et pensions acquises avant le 11 novembre 1918 sur l'ancien Réseau A.L. .... 15 M.

Evaluation faite d'après le nombre de pensionnés de juillet 1940, dernière échéance constatée dans les écritures de la S.N.C.F.

3°) Sommes à verser par la S.N.C.F. au Trésor en 1946 au titre :

a) des charges du capital industriel de l'ancien Réseau de l'Etat, arrêté au 31 décembre 1910 . 35<sup>M</sup>685

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports, Direction Générale des Chemins de fer et des Transports, 1er Bureau.



b) des frais de service des obligations  
amortissables émises pour le compte de l'Ad-  
ministration des Chemins de fer de l'Etat .... néant

La S.N.C.F. assure le service des  
emprunts émis par les chemins de fer de l'Etat  
depuis le 1er avril 1942.

c) des charges de capital de l'ancien Réseau  
d'Alsace et de Lorraine ..... 53<sup>M</sup>850

d) des produits du placement des fonds de  
réserve constitués sous le régime de la Con-  
vention de 1921, par prélèvement sur des primes  
revenant aux Réseaux de l'Etat et d'Alsace et  
de Lorraine ..... mémoire

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expres-  
sion de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé: FOURNIER.

6200

Renseignements à fournir pour le  
préparation du budget de l'Etat

Exercice 1945

Dépêche du M.T.P. à la SNCF	2. 6.44
Lettre SNCF au M.T.P.	15. 6.44

6200

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration

-----  
641-11

Paris, le 15 juin 1944

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par dépêche en date du 2 juin (Direction des Chemins de fer, 1er Bureau) vous avez bien voulu me demander divers renseignements en vue de la préparation du projet de budget de l'Etat de 1945.

J'ai l'honneur de répondre ci-dessous à vos questions.

1°) Dépenses d'études et travaux à rembourser, le cas échéant, en capital par l'Etat.

Néant, si l'on fait abstraction des dépenses de lignes nouvelles incombant à l'Etat, dépenses dont le principal s'élèvera sans doute à 30 M. en 1945 (Nantes et Mourepiane).

2°) Sommes à payer par l'Etat du 1er janvier au 31 décembre 1945, au titre :

a) de l'indemnité compensatrice allouée en vertu de la loi du 3 août 1927 aux agents et ouvriers des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et de l'Est ..... 5 M. (1)

b) des rentes et pensions acquises avant le 11 novembre 1918 sur l'ancien réseau A.L.

.....

(1) Compte tenu de la décision du 20 novembre 1943 de M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances d'après laquelle le montant de l'indemnité compensatrice des fonctionnaires et agents originaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle doit être au plus égal au montant de l'indemnité perçue durant le dernier mois plein de séjour effectif de l'intéressé en A.L.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.



3°) Sommes à verser par la S.N.C.F. au Trésor en 1944 au titre :

a) des charges du capital industriel de l'ancien réseau  
de l'Etat arrêté au 31 décembre 1910 ..... 35M685

b) des frais de service des obligations amortissables  
émises pour le compte de l'administration des chemins de  
fer de l'Etat ..... 0M070

c) des charges de capital de l'ancien réseau d'Alsace  
et de Lorraine ..... 53M834

d) des produits du placement des fonds de réserve cons-  
titués sous le régime de la convention de 1921, par prélè-  
vement sur des primes revenant aux Réseaux de l'Etat et  
d'Alsace et de Lorraine ..... 0M265

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes  
sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé: FOURNIER.



6200

Renseignements à fournir pour la  
préparation du budget de l'Etat

Exercice 1944

Dépêche du M.T.P. à la SNCF 18; 6.43 *lye*  
Lettre S.N.C.F. au M.T.P. 21. 6.43

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 21 juin 1943

D. 641-10

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par dépêche en date du 18 juin (Direction des Chemins de fer, 1er Bureau), vous avez bien voulu nous demander divers renseignements en vue de la préparation du projet de budget de l'Etat de 1944.

J'ai l'honneur de répondre ci-dessous à vos questions :

- 1°- Dépenses d'études et travaux à rembourser le cas échéant en capital par l'Etat.

Néant, si l'on fait abstraction des dépenses de lignes nouvelles incombant à l'Etat, dépenses dont le principal

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.-

s'élèvera dans doute à 40 M. en 1944 (Nantes et Maureplane).

2° - Sommes à payer par l'Etat du 1er janvier au 31 décembre 1944, au titre :

a) de l'indemnité compensatrice allouée en vertu de la loi du 3 août 1927 aux agents et ouvriers des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et de l'Etat ..... 6 M.

b) des rentes et pensions acquises avant le 11 novembre 1918 sur l'ancien Réseau A.L. .... 5 M.

3° - Sommes à verser par la S.N.C.F. au Trésor en 1944 au titre :

a) des charges du capital industriel de l'ancien réseau de l'Etat arrêté au 31 décembre 1910 ... 35 M. 685

b) des frais de service des obligations amortissables émises pour le compte de l'Administration des chemins de fer de l'Etat ..... 0 M. 100

c) des charges de capital de l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine ..... 54 M. 592

d) des produits de remplacement des fonds de réserve constitués, sous le régime de la Convention de 1921 par prélèvement sur des primes revenant aux réseaux d'Etat et d'Alsace et de Lorraine ..... 0 M. 500

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président  
du Conseil d'Administration,  
signé: FOURNIER.

6200

Renseignements à fournir pour  
la préparation du budget de l'Etat

Exercice 1943

Dépêche du M.T.P. à la SNCF	23. 5.42
Réponse de la SNCF	8. 6.42



## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

C O P I E

Paris, le 8 juin 1942

631-9

Monsieur le Ministre,

Par dépêche en date du 23 mai (Direction Générale des Transports - Service économique, 1<sup>er</sup> Bureau), vous avez bien voulu nous demander divers renseignements en vue de la préparation du projet de budget de l'Etat de 1943.

J'ai l'honneur de répondre, ci-dessous, à vos questions.

1°) Dépenses d'études et travaux à rembourser, le cas échéant, en capital par l'Etat.

Néant, si l'on fait abstraction des dépenses de lignes nouvelles incombant à l'Etat, dépenses dont le principal s'élèvera sans doute à 12 M.2 en 1943.

2°) Sommes à payer par l'Etat du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1943 au titre :

a) de l'indemnité compensatrice allouée en vertu de la loi du 3 août 1927 aux agents et ouvriers de chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et de l'Est ..... 3 M.

b) rentes et pensions acquises avant le 11 novembre 1918 sur l'ancien réseau A.L. .... 5 M.4

3°) Sommes à verser par la Société Nationale au Trésor en 1943 au titre :

a) des charges du capital industriel de l'ancien réseau de l'Etat arrêté au 31 décembre 1910 ..... 35 M.605

b) des frais de service des obligations amortissables émises pour le compte de l'Administration des Chemins de fer de l'Etat ..... 1 M.

c) des charges de capital de l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine ..... 54 M.579

d) des produits du placement des fonds de réserve constitués, sous le régime de la Convention de 1921, par prélèvement sur des primes revenant aux réseaux d'Etat et d'Alsace et de Lorraine ..... Néant

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, .....

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

SECRETARIAT D'ETAT  
AUX COMMUNICATIONS

Paris, le 23 mai 1942

-----  
Direction Générale  
des Transports

C O P I E

-----  
Service Economique

-----  
1<sup>er</sup> Bureau

LE SECRETAIRE D'ETAT

-----  
D 631/9

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

OBJET : Projet de budget de l'exercice 1943.

En vue de la préparation du projet de budget de 1943, qui doit être soumis le 1<sup>er</sup> juin 1942 à M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, je vous prie de me faire connaître, de toute urgence, vos prévisions en ce qui concerne :

1°) les dépenses d'études et travaux à rembourser, le cas échéant, en capital par l'Etat ;

2°) les sommes à payer par l'Etat du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1943 au titre :

a) de l'indemnité compensatrice allouée en vertu de la loi du 3 août 1927 aux agents et ouvriers de chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et de l'Est ;

b) des rentes et pensions acquises avant le 11 novembre 1918 sur l'ancien réseau A.L.

3°) les sommes à verser par la Société Nationale au Trésor en 1943, au titre :

a) des charges du capital industriel de l'ancien réseau de l'Etat arrêté au 31 décembre 1910 ;

b) des frais de service des obligations amortissables émises pour le compte de l'Administration des Chemins de fer de l'Etat ;

c) des charges de capital de l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine ;

d) des produits du placement des fonds de réserve constitués, sous le régime de la convention de 1921, par prélèvements sur des primes revenant aux réseaux d'Etat et d'Alsace et de Lorraine.

Par autorisation :

Le Directeur Général des Transports,  
Signé : R. CLAUDON.

6200

Renseignements à fournir  
pour la préparation du  
budget de l'Etat

Exercice 1942

Dépêche du M.T.P. à la SNCF	14. 7.41
Lettre SNCF au M.T.P.	25. 7.41

## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 631/7

Paris, le 25 juillet 1941

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par dépêche en date du 14 juillet (Direction Générale des transports - Service Economique - 1<sup>er</sup> Bureau), vous avez bien voulu nous demander divers renseignements en vue de la préparation du projet de budget de l'Etat de 1942.

J'ai l'honneur de répondre, ci-dessous, à vos questions.

1°) Dépenses d'études et travaux à rembourser, le cas échéant, en capital par l'Etat :

Néant, si l'on fait abstraction des dépenses de lignes nouvelles incombant à l'Etat, dépenses dont le principal s'élèvera sans doute à 23 M. en 1942.

2°) Sommes à payer par l'Etat du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1942 au titre :

- a - de l'indemnité compensatrice allouée en vertu de la loi du 3 août 1927 aux agents et ouvriers de chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et de l'Est..... 6 M
- b - rentes et pensions acquises avant le 11 novembre 1918 sur l'ancien réseau A.L. .... 5<sup>M</sup>8

3°) Sommes à verser par la Société Nationale au Trésor en 1942, au titre :

- a - des charges du capital industriel de l'ancien réseau de l'Etat arrêté au 31 décembre 1910.. 35<sup>M</sup>685
- b - des frais de service des obligations amortissables émises pour le compte de l'Administration des chemins de fer de l'Etat ..... 3,---

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.-



- c - des charges de capital de l'ancien réseau  
d'Alsace et de Lorraine ..... 54,553
- d - des produits du placement des fonds de  
réserve constitués, sous le régime de la  
Convention de 1921, par prélèvement sur des  
primes revenant aux réseaux d'Etat et  
d'Alsace et de Lorraine..... 0,100

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes  
sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

SECRETARIAT D'ETAT  
AUX COMMUNICATIONS

-----  
Direction Générale  
des Transports

--  
Service Economique

--  
1<sup>er</sup> Bureau  
--

Paris, le 14 juillet 1941.

- C O P I E -

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS,

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de  
la Société Nationale des Chemins de fer français.

En vue de la préparation du projet de budget de l'Etat pour 1942, je vous prie de me faire connaître, avant le 25 juillet, dernier délai, vos prévisions en ce qui concerne :

1°- les dépenses d'études et travaux à rembourser, le cas échéant, en capital par l'Etat;

2°- les sommes à payer par l'Etat du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1942 au titre :

a) de l'indemnité compensatrice allouée en vertu de la loi du 3 août 1927 aux agents et ouvriers de chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et de l'Est;

b) des rentes et pensions acquises avant le 11 novembre 1918 sur l'ancien réseau A.L.

3°- les sommes à verser par la Société Nationale du Trésor en 1942, au titre :

a) des charges du capital industriel de l'ancien réseau de l'Etat arrêté au 31 décembre 1910;

b) des frais de service des obligations amortissables émises pour le compte de l'Administration des Chemins de fer de l'Etat;

c) des charges de capital de l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine;

d) des produits du placement des fonds de réserve constitués, sous le régime de la convention de 1921, par prélèvement sur des primes revenant aux réseaux d'Etat et d'Alsace et de Lorraine.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,  
Pour le Directeur Général des Transports  
et par délégation,

Le Chef du Service Economique,  
Signé : BLEYS.

Renseignements à fournir pour la  
préparation du budget de l'Etat

Exercice 1941

Dépêche du M.T.P. à la SNCF	13. 4.40
Lettre S.N.O.F. au M.T.P.	19. 4.40

jd

## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

C O P I E

D. 631/6

Paris, le 19 avril 1940

Monsieur le Ministre,

Par dépêche en date du 13 avril (Direction Générale des Chemins de fer et des Transports - 1er Bureau), vous avez bien voulu nous demander divers renseignements en vue de la préparation du projet de budget de 1941.

J'ai l'honneur de répondre, ci-dessous, à vos questions.

1° - Dépenses d'études et travaux à rembourser, le cas échéant, en capital par l'Etat ?

Néant, si l'on fait abstraction des dépenses de lignes nouvelles incombant à l'Etat, dépenses dont le principal s'élèvera sans doute à 10 M. en 1941.

2° - Sommes à payer par l'Etat du 1er janvier au 31 décembre 1941 au titre :

a) de l'indemnité compensatrice allouée en vertu de la loi du 3 août 1927 aux agents et ouvriers de chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et de l'Est ? ..... 50 M  
b) rentes et pensions acquises avant le 11 novembre 1918 sur l'ancien réseau A.L. ? ..... 8 M 6

3° - Sommes à verser par la Société Nationale au Trésor en 1941, au titre :

a) des charges du capital industriel de l'ancien réseau de l'Etat arrêté au 31 décembre 1910 ? ..... 35 M 685  
b) des frais de service des obligations amortissables émises pour le compte de l'Administration des chemins de fer de l'Etat ? ..... 3 M  
c) charges de capital de l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine ? ..... 54 M 553  
d) des produits du placement des fonds de réserve constitués sous le régime de la Convention de 1921, par prélèvement sur des primes revenant aux réseaux d'Etat et d'Alsace et de Lorraine ? ..... 0 M 512

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance....

P. Le Président du Conseil d'Administration,  
Le Vice-Président,

signé : GRIMPRET

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.



Ministère  
des  
Travaux Publics  
et des Transports

Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports

1er Bureau

C O P I E

Paris, le 13 avril 1940

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de fer.

En vue de la préparation du projet de budget de 1941, je  
vous prie de me faire connaître, avant le 17 avril, dernier délai,  
vos prévisions en ce qui concerne :

1° - les dépenses d'études et travaux à rembourser, le cas  
échéant, en capital par l'Etat;

2° - les sommes à payer par l'Etat du 1<sup>er</sup> janvier au 31  
décembre 1941 au titre :

a) de l'indemnité compensatrice allouée en vertu de la loi  
du 3 août 1927 aux agents et ouvriers de chemins de fer d'Alsace  
et de Lorraine et de l'Est;

b) des rentes et pensions acquises avant le 11 novembre 1918  
sur l'ancien réseau A.L.

3° - les sommes à verser par la Société Nationale au  
Trésor en 1941, au titre :

a) des charges du capital industriel de l'ancien réseau de  
l'Etat arrêté au 31 décembre 1910;

b) des frais de service des obligations amortissables émises  
pour le compte de l'Administration des chemins de fer de l'Etat,

c) des charges de capital de l'ancien réseau d'Alsace et  
de Lorraine;

d) des produits du placement des fonds de réserve constitués,  
sous le régime de la Convention de 1921, par prélèvement sur  
des primes revenant aux réseaux d'Etat et d'Alsace et de  
Lorraine.

Pour le Ministre et par autorisation  
P. Le Conseiller d'Etat,  
Directeur Général des Chemins de fer et  
des Transports,  
Le Directeur-Adjoint,

....